

Cote du document: EB 2021/134/R.45
Point de l'ordre du jour: 19 b) iv) a)
Date: 25 novembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République du Ghana

Projet pour la promotion des perspectives, des bénéfices durables et de la résilience environnementale dans le monde rural

Numéro du projet: 2000002673

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sana F. K. Jatta

Directeur régional par intérim
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2333
courriel: s.jatta@ifad.org

Hani Abdelkader Elsadani-Salem

Directeur de pays
téléphone: +233 55 255 9489
courriel: h.elsadani@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-quatrième session
Rome, 13-16 décembre 2021

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	11
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	11
D. Soutenabilité de la dette	12
IV. Exécution	12
A. Cadre organisationnel	12
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	13
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Negotiated financing agreement (le document sera mis à disposition avant la séance)
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

Équipe d'exécution du projet

Directeur régional par intérim:	Sana F. K. Jatta
Directeur de pays:	Hani Abdelkader Elsadani-Salem
Responsable technique:	Jonathan Ndaa Agwe
Responsable des finances:	Federico Rossetti
Spécialiste climat et environnement:	Amath Pathe Sene
Juriste:	Itziar Garcia Villanueva

Sigles et acronymes

FIDA11	Onzième reconstitution des ressources du FIDA
FVC	Fonds vert pour le climat
IGREENFIN	Initiative pour la finance verte inclusive
PROSPER	Promouvoir les perspectives, les bénéfices durables et la résilience environnementale dans le monde rural
TRE	taux de rentabilité économique
UCP	unité de coordination du projet

Carte de la zone du projet



Source: FIDA; 20/09/2021

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Ghana
Organisme d'exécution:	FIDA
Coût total du projet:	147,3 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	52,5 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	33% à des conditions particulièrement concessionnelles et 67% à des conditions mixtes
Cofinanceurs:	Fonds vert pour le climat (FVC), institutions financières participantes, secteur privé, bénéficiaires, Gouvernement ghanéen
Montant du cofinancement:	Institutions financières participantes: 2,4 millions d'USD Secteur privé: 2,5 millions d'USD FVC: 25,4 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêts; dons
Contribution de l'Emprunteur:	22,5 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	19,3 millions d'USD
Déficit de financement:	22,7 millions d'USD
Montant du financement climatique accordé par le FIDA:	14,9 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 56.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Le Ghana est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure dont l'économie est relativement solide malgré sa dépendance à l'égard des exportations de quelques produits de base et sa vulnérabilité aux fluctuations brutales des cours des matières premières et aux changements climatiques. La pandémie de COVID-19 a entraîné un ralentissement économique et des problèmes d'ordre socioéconomique. Les niveaux de pauvreté et d'insécurité alimentaire et nutritionnelle restent élevés: 23% de la population du Ghana vit dans la pauvreté, et 8,2% dans l'extrême pauvreté. Le pays présente un taux de prévalence de 7% de la sous-alimentation et de 49,6% de l'insécurité alimentaire modérée et grave.
2. La plus forte prévalence de la pauvreté est enregistrée dans la Northern Belt (ceinture du Nord) et dans certaines régions de la Middle Belt (ceinture centrale) – elle peut atteindre 62% dans les zones rurales. La plupart des communautés rurales pratiquent des activités agricoles pluviales à faible niveau d'intrants et de production et l'élevage de petits ruminants. Face à une base de ressources naturelles fortement appauvrie, ces agriculteurs sont de fait coupés de l'économie nationale. Les difficultés du secteur sont exacerbées par les répercussions des changements climatiques.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

3. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le Projet pour la promotion des perspectives, des bénéfices durables et de la résilience environnementale dans le monde rural (PROSPER) a été validé comme:
 - incluant un financement climatique.** Des mesures d'adaptation et d'atténuation seront intégrées dans les programmes destinés aux filières, et appuyées par des mécanismes financiers spécifiques.
 - tenant compte des enjeux nutritionnels.** Le projet: augmentera la production de cultures et d'aliments d'origine animale à haute valeur nutritionnelle; favorisera la conservation des produits alimentaires, la transformation après récolte et l'ajout de valeur; contribuera à une alimentation plus nutritive par l'éducation nutritionnelle et des initiatives de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.
 - axé sur les jeunes.** Le projet aidera à la création d'entreprises dirigées par des jeunes dans les filières sélectionnées, et apportera une assistance ciblée axée sur l'inclusion financière, le développement des compétences et le renforcement des capacités.
4. **Climat et environnement.** Les communautés rurales restent tributaires du bois de feu, ce qui entraîne une perte de ressources forestières estimée à 2% par an. L'agriculture est la deuxième source d'émissions de gaz à effet de serre après le secteur de l'énergie. Le Ghana s'est engagé à mettre en œuvre une Politique nationale de lutte contre les changements climatiques, comme il l'a précisé dans sa communication nationale à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et dans la contribution déterminée au niveau national qu'il a présentée au titre de l'Accord de Paris.

5. **Genre.** Bien que les femmes représentent 58% de la population active des zones rurales, le pays se classe au 117^e rang sur 156 dans le Rapport sur l'écart entre les sexes dans le monde publié par le Forum économique mondial. En 2015, le Gouvernement ghanéen a adopté une Politique nationale pour l'égalité femmes-hommes ainsi qu'une Stratégie pour l'égalité femmes-hommes et le développement agricole.
6. **Nutrition.** Les enfants de moins de 5 ans souffrent pour 17,5% d'un retard de croissance et pour 6,8% d'émaciation. La Politique nationale en matière de nutrition met l'accent sur les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, sur la nutrition chez les femmes en âge de procréer et sur la promotion d'une alimentation saine et adéquate du point de vue nutritionnel. Le Ghana a rejoint le mouvement Renforcer la nutrition en 2011.
7. **Jeunes.** La population des zones rurales comprend 56% de jeunes, 12% de personnes sans emploi et 50% de personnes sous-employées, d'après une estimation réalisée en 2020. Cette situation entraîne une migration de plus en plus importante des zones rurales vers les zones urbaines. Les initiatives gouvernementales de communication et de développement au service de l'emploi, du renforcement des capacités et des débouchés pour les jeunes issus de familles de petits exploitants qui pratiquent une agriculture de semi-subsistance restent limitées.
8. **Personnes handicapées.** Trois pour cent de la population du pays présente un handicap. On observe une forte corrélation entre le handicap, la pauvreté et le statut socioéconomique des ménages touchés. Le Ghana a adopté une loi sur la protection des personnes handicapées (loi n° 715) en 2006.

Justification de l'intervention du FIDA

9. La persistance d'une pauvreté inextricable dans les communautés rurales dépendantes de l'agriculture pluviale est l'un des problèmes de fond. La solution consiste à renforcer les économies rurales en transformant le pilier que constituent les activités – principalement de subsistance – des petits exploitants agricoles en des systèmes durables sur les plans financier et environnemental et liés à des marchés qui fonctionnent.

B. Enseignements tirés

10. L'une des priorités du projet est le renforcement des capacités des institutions rurales. L'objectif est de permettre aux institutions rurales et aux microentreprises et petites et moyennes entreprises: de générer des fonds propres; de progresser vers une agriculture qui soit résolument « à vocation commerciale »; de nouer des partenariats solides avec des entreprises agricoles pour faciliter l'accès aux marchés.
11. Pour y parvenir, il faut une production durable à la fois sur le plan financier et sur le plan environnemental. Il convient d'opérer une transition des anciennes pratiques de production vers une agriculture et une gestion des ressources naturelles climatiquement rationnelles – tant dans l'exploitation qu'en dehors. Les mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets ont été très largement adoptées lorsqu'elles ont été intégrées dans des programmes de production liés aux marchés et à des instruments financiers.
12. Le manque d'accès stable à des financements abordables s'est révélé être un problème insurmontable pour les institutions rurales et les microentreprises et petites et moyennes entreprises par le passé. Il est urgent de renforcer les capacités, de développer des produits et de proposer des mesures d'atténuation des risques climatiques dans le secteur de l'agriculture pluviale.
13. Les concepteurs du projet ont fait fond sur l'expérience acquise par le FIDA en matière d'instruments de financement ciblant les bénéficiaires les plus défavorisés, et ont mis l'accent sur la cohésion et le potentiel de chaque groupe visé.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

14. **Objectif de développement.** Le projet PROSPER vise à renforcer l'intégration, la résilience face aux changements climatiques et la viabilité environnementale des petites exploitations agricoles et des entreprises dans les filières prioritaires de la Northern Belt et de la Middle Belt, en tirant parti de l'augmentation de la demande générée par le Gouvernement en faveur du secteur de la transformation de produits agricoles.
15. En outre, le projet permettra d'appuyer les filières de cultures arbustives et l'aviculture et d'ouvrir des débouchés aux personnes handicapées, activités absentes des projets en cours du FIDA, si l'on excepte les opérations d'urgence lancées pendant la pandémie de COVID-19. Ce sera la première intervention au Ghana qui associera le Fonds vert pour le climat (FVC) au secteur agricole.
16. La **stratégie de ciblage géographique** du projet est axée sur les besoins de la population rurale du Ghana, la prévalence élevée de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, la forte concentration de jeunes femmes et hommes dans les zones rurales, l'existence de débouchés économiques, les processus de dégradation de la base de ressources naturelles nécessaires à la production, et la vulnérabilité au climat. Par conséquent, la zone géographique du projet couvre les cinq régions de la Northern Belt et trois régions voisines de la Middle Belt (Bono-Est, Bono et Oti).
17. Les principaux **groupes cibles** du projet sont les ménages pauvres et très pauvres, qui ont un accès limité aux moyens de production et peu de débouchés économiques en raison de leur marginalisation et des effets négatifs des changements climatiques. Les institutions rurales et les microentreprises et petites et moyennes entreprises seront ciblées dans le cadre du projet.
18. Les ménages sont considérés comme très pauvres s'ils ne détiennent pas plus de 1 hectare de terres cultivables ou s'ils ne possèdent pas de terres, et comme pauvres s'ils détiennent moins de 2 hectares. Les personnes vulnérables au sein de la population rurale pauvre comprennent: les femmes (40%); les jeunes femmes et hommes sans emploi âgés de 18 à 35 ans (30%); les personnes handicapées faisant partie de la population économiquement active (5%), qui pour beaucoup sont des membres de ménages très pauvres.
19. Les agriculteurs orientés vers le marché disposant de 2 à 10 hectares de terres cultivables bénéficieront également d'un appui dans le cadre du projet. Le nombre total de bénéficiaires est estimé à 100 000 personnes. Conformément aux directives du FIDA en matière de ciblage, le projet PROSPER associera des mécanismes de ciblage géographique, de ciblage communautaire, d'autociblage et de ciblage direct.
20. Les principales garanties contre l'accaparement par les élites seront l'autociblage, la détermination participative des ménages pauvres et des autres ménages prioritaires, et un processus de sélection rigoureux. L'équipe du projet veillera au respect des critères de sélection objectifs préalablement approuvés et à la transparence des systèmes de partage d'informations et des processus décisionnels.

B. Composantes, résultats et activités

21. **Composante 1: renforcement des institutions rurales et amélioration des infrastructures socioéconomiques.** On attend comme effet direct de cette composante des moyens d'existence plus solides et durables dans les zones cibles, appuyés par des institutions rurales renforcées et une amélioration des infrastructures socioéconomiques. Les activités sont axées sur l'investissement dans des biens collectifs en faveur des 100 000 bénéficiaires ciblés.

- **Sous-composante 1.1: le renforcement des capacités des institutions, des entreprises et des ménages ruraux** (11,3 millions d'USD – 7,7% du coût total du projet) comprend un éventail d'activités de renforcement des institutions et de transfert de compétences visant à permettre aux groupes cibles: i) d'assumer la responsabilité de leurs propres initiatives de développement, ainsi que l'obligation redditionnelle correspondante; ii) de favoriser une gestion communautaire durable des ressources naturelles; iii) de renforcer leur capacité à pratiquer une agriculture moderne, durable et résiliente face aux changements climatiques; iv) d'adopter une alimentation plus saine et d'instaurer l'équité femmes-hommes.
 - **Sous-composante 1.2: l'amélioration des infrastructures socioéconomiques** (24,3 millions d'USD – 16,5% du budget total) consistera à réaliser des investissements dans des biens collectifs retenus par les communautés locales dans le cadre du processus de planification de pôles. Trois types complémentaires d'infrastructures résilientes face aux changements climatiques pourront être retenus: i) travaux d'aménagement des bassins versants réalisés sur les exploitations ou en dehors, et mesures d'atténuation des risques naturels; ii) routes de desserte et pistes agricoles; iii) infrastructures sociales collectives.
22. **Composante 2: accroissement des avantages économiques pour les petits exploitants et les petits opérateurs dans les filières agricoles sélectionnées.** L'effet direct attendu est une augmentation des avantages retirés par les petits producteurs et les petites entreprises de l'élargissement des débouchés commerciaux pour les produits agricoles, par un appui complet sur le plan financier et dans les domaines du renforcement des capacités et de la commercialisation. Les investissements dans le cadre de la première composante concerneront les ressources humaines, physiques et naturelles des communautés ciblées, tandis que ceux réalisés au titre de la deuxième seront axés sur des « biens collectifs » afin de stimuler de manière durable la capacité des groupes de producteurs agricoles (les jeunes en particulier) et des entreprises à dégager des bénéfices.
- **Sous-composante 2.1: trois activités seront déployées pour nouer des liens pérennes avec les marchés et développer les entreprises** (13,3 millions d'USD – 9% du coût total). L'**analyse des filières** permettra d'examiner chacune des filières nationales sélectionnées et de répertorier les acteurs situés à proximité des communautés cibles. La **promotion des liens entre les producteurs et les acteurs des filières** visera à promouvoir la conclusion d'accords contractuels durables et équitables entre les producteurs qui pratiquent une agriculture résiliente face aux changements climatiques et les grandes entreprises agricoles. Cette activité sera axée sur les institutions rurales et les microentreprises et petites et moyennes entreprises qui montreront leur intérêt pour les interventions de renforcement des capacités et un potentiel dans ce domaine. Le projet permettra d'élaborer des **plans d'activité** solides, réalistes et chiffrés précisément, qui tiennent compte des ressources et des perspectives de chaque entité, sont conçus dans une optique écologique et favorisent la résilience climatique.
23. **Sous-composante 2.2: le renforcement de l'accès aux services financiers ruraux** (85,8 millions d'USD – 58,2% du coût total) vise à encourager une culture de l'épargne au sein des bénéficiaires, à faciliter la mise en œuvre de plans d'activité et à offrir un accès pérenne à des sources de financement abordables. Par l'intermédiaire des institutions rurales et de microentreprises et petites et moyennes entreprises liées à celles-ci, les agriculteurs seront intégrés dans des filières en expansion et auront un accès stable à des services financiers abordables – notamment à des investissements verts – pour développer des entreprises agricoles, l'objectif étant de favoriser une croissance rapide du secteur. Les services financiers appuyés par le projet seront structurés autour de trois

instruments adaptés aux capacités des groupes de bénéficiaires. Premièrement, les **groupes d'épargne et de crédit** encourageront l'épargne au sein des communautés cibles. Deuxièmement, un **fonds pour les dons de contrepartie** permettra de faciliter l'action des institutions rurales en développement en faveur de l'agriculture commerciale et la participation des microentreprises et petites et moyennes entreprises aux filières sélectionnées, et de favoriser l'accroissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au sein des groupes les plus vulnérables. Troisièmement, un **mécanisme de financement mixte** servira à assurer aux institutions rurales et aux microentreprises et petites et moyennes entreprises en expansion un accès durable aux services financiers tout en attirant des capitaux privés. Ce mécanisme comprendra des lignes de crédit du FVC/de l'Initiative pour la finance verte inclusive (IGREENFIN). Les critères d'admissibilité énoncés dans le manuel opérationnel IGREENFIN pour les investissements verts seront appliqués à tous les prêts et dons octroyés dans le cadre du projet.

24. **Composante 3: gestion du projet et participation à l'élaboration des politiques.** L'effet direct attendu est l'obtention de manière efficiente et en temps voulu des résultats escomptés en matière de développement et l'appui à la formulation de politiques sectorielles fondées sur des données probantes.
- **Sous-composante 3.1: gestion du projet** (12,4 millions d'USD – 8,4% du coût total). L'exécution du projet PROSPER sera facilitée par une structure d'appui à l'exécution intégrée à l'organisme gouvernemental hôte, qui assurera la liaison avec l'équipe du projet et: un appui technique et financier pour la gestion du projet; l'établissement des rapports et la tenue de la comptabilité; la gestion proactive des connaissances et l'apprentissage; le suivi-évaluation.
 - **Sous-composante 3.2: la participation à l'élaboration des politiques** (300 000 USD – 0,2%) encouragera la mise en place d'un cadre d'action propice à la réalisation des cibles et des objectifs du projet. Ce travail s'articulera notamment autour des thèmes suivants: la finance climatique/verte, l'instauration de mesures d'incitation visant à encourager les institutions financières et le secteur privé à investir dans des filières agricoles vertes et résilientes face aux changements climatiques; l'élimination des obstacles aux investissements privés dans les filières; l'accès accru aux terres productives pour les femmes et les jeunes, et la disponibilité des services financiers pour les petits exploitants et les microentreprises et les petites et moyennes entreprises.
25. Le projet sera exécuté selon une approche prudente par étapes, en commençant par un petit nombre de régions où les activités de lancement seront menées sans solliciter excessivement les ressources gouvernementales et les ressources de gestion et en s'alignant sur le modèle de financement du projet. Le projet sera ensuite étendu aux régions restantes, selon des conditions de déclenchement bien définies, telles que: le comblement du déficit de financement du projet; le respect par le Gouvernement de ses engagements de cofinancement au cours de la phase initiale; l'établissement d'accords avec les partenaires d'exécution et le bon avancement des procédures connexes. Si une ou plusieurs des conditions ci-dessus ne sont pas satisfaites, il pourrait s'ensuivre une restructuration du projet et l'adoption éventuelle d'autres mesures correctives dans le cadre d'un examen à mi-parcours précoce.

C. Théorie du changement

26. Les investissements dans les capacités techniques et commerciales des petits producteurs (ainsi que dans la transition vers des systèmes agricoles respectueux du climat) visent à permettre à des communautés entières de passer d'une production axée sur la subsistance à une production viable sur les plans financier et environnemental et liée à des filières nationales bien développées. L'équipe du projet s'emploiera à: combler les fossés qui existent actuellement entre les

producteurs ruraux et les marchés; accélérer l'établissement des dispositifs contractuels; mettre en place des modalités innovantes en matière de finance verte pour rendre le crédit abordable. Le développement d'une production primaire rentable et des services connexes devrait se traduire par un large essor économique des communautés rurales, une plus grande inclusion des groupes marginalisés et vulnérables, et une réduction de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de l'insécurité nutritionnelle.

D. Alignement, appropriation et partenariats

27. Le projet PROSPER s'inscrit dans le droit fil des objectifs de développement durable, du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, du cadre d'action pour le développement du Gouvernement ghanéen et du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025. Il contribuera aux objectifs stratégiques définis dans le programme d'options stratégiques établi par le Fonds pour le Ghana et sera exécuté en coordination avec des partenaires de développement tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme alimentaire mondial, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'Union européenne et Affaires mondiales Canada.

E. Coût, avantages et financement

28. Le déficit de financement de 22,7 millions d'USD pourra être comblé dans le cadre de cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance (selon des conditions de financement à définir, dans le respect des procédures internes et sous réserve de l'approbation par le Conseil d'administration) ou par un cofinancement à déterminer pendant l'exécution.
29. Les composantes 1 et 2 du projet sont comptabilisées en partie dans le financement de l'action climatique. Le montant préliminaire alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique est estimé à 14,96 millions d'USD (selon les méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement pour suivre le financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets).

Coût du projet

30. Le coût total du projet sur les huit années est estimé à 147,3 millions d'USD (soit 1,25 milliard de GHS), provisions pour imprévus comprises. Le coût des activités a été évalué à: 35,6 millions d'USD (24,1% du coût total) pour la composante 1; 99,1 millions d'USD (67,2%) pour la composante 2; 12,7 millions d'USD (8,6%) pour la composante 3 (appui à l'exécution).

Tableau 1

Coût du projet par composante et sous-composante et par source de financement

(en millions d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>FIDA</i>		<i>Déficit de financement</i>		<i>FVC</i>		<i>Autres cofinanciers</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Emprunteur</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Renforcement des institutions rurales et amélioration des infrastructures socioéconomiques														
1.1. Renforcement des capacités des institutions rurales, des entreprises et des ménages	4,8	42,6	2,5	22,0	0,5	4,8	-	0,0	-	0,0	3,5	30,6	11,3	7,7
1.2. Amélioration des infrastructures socioéconomiques	17,4	71,9	3,2	13,1	-	0,0	-	0,0	-	0,0	3,6	15,0	24,3	16,5
Sous-total	22,3	62,6	5,7	15,9	0,5	1,5	-	0,0	-	0,0	7,1	19,9	35,6	24,1
2. Accroissement des avantages économiques pour les petits exploitants et les petits opérateurs dans les filières agricoles sélectionnées														
2.1. Liens pérennes avec les marchés et développement des entreprises	1,5	11,0	6,5	48,8	1,4	10,3	-	0,0	-	0,0	4,0	29,9	13,3	9,0
2.2. Accès aux services financiers ruraux	25,7	29,9	4,3	5,0	21,8	25,4	4,9	5,7	19,3	22,5	9,8	11,4	85,8	58,2
Sous-total	27,2	27,4	10,8	10,9	23,2	23,4	4,9	4,9	19,3	19,5	13,8	13,9	99,1	67,2
3. Gestion du projet et participation à l'élaboration des politiques														
3.1. Gestion du projet	3,0	24,5	6,1	49,3	1,6	13,3	-	0,0	-	0,0	1,6	12,8	12,4	8,4
3.2. Participation à l'élaboration des politiques	0,0	14,7	0,2	50,7	0,1	19,5	-	0,0	-	0,0	0,1	15,0	0,3	0,2
Sous-total	3,1	24,2	6,3	49,4	1,7	13,5	-	0,0	-	0,0	1,6	12,9	12,7	8,6
Total	52,5	35,6	22,7	15,4	25,4	17,3	4,9	3,3	19,3	13,1	22,5	15,3	147,3	100,0

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en millions d'USD)

Catégorie de dépenses	FIDA11		Déficit de financement		FVC – adaptation		FVC – atténuation		FVC – don		Institutions financières		Bénéficiaires		Secteur privé		Gouvernement		Total		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Dépenses d'investissement																					
Travaux de génie civil	16,9	72,0	3,0	12,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,5	15,0	23,4	15,9	
Matériel, biens et véhicules	1,0	27,9	1,5	41,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,1	30,2	3,6	2,5	
Consultants nationaux	3,1	25,1	5,5	43,9	-	-	-	-	2,0	16,1	-	0,3	-	-	-	-	1,8	14,6	12,4	8,4	
Formation et ateliers	5,6	39,6	5,8	40,9	-	-	-	-	2,0	14,4	-	-	-	-	-	-	0,7	5,0	14,2	9,6	
Dons et subventions	11,6	60,0	1,0	5,0	-	-	-	-	-	-	-	-	6,7	35,0	-	-	-	-	19,3	13,1	
Crédit, fonds de garantie	12,2	19,7	2,5	4,0	13,8	22,2	6,9	5,1	-	-	2,4	3,7	12,6	20,2	2,5	4,1	9,3	15,0	62,1	42,2	
Total des dépenses d'investissement	50,4	37,3	19,2	14,2	13,8	10,2	6,9	5,1	4,0	3,0	2,4	1,7	19,3	14,3	2,5	1,9	16,5	12,2	135,0	91,7	
Dépenses récurrentes																					
Salaires, traitements et indemnités	0,7	7,1	2,9	28,9	-	-	-	-	0,7	7,0	-	-	-	-	-	-	5,7	57,0	10,1	6,8	
Coûts de fonctionnement	1,3	60,3	0,5	24,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,3	15,0	2,2	1,5	
Total des dépenses récurrentes	2,0	16,7	3,5	28,2	-	-	-	-	0,7	5,7	-	-	-	-	-	-	6,1	49,5	12,3	8,3	
Total	52,5	35,6	22,7	15,4	13,8	9,3	6,9	4,7	4,7	3,2	2,4	1,6	19,3	13,1	2,5	1,7	22,5	15,3	147,3	100,0	

∞

Tableau 3

Coût du projet par composante et sous-composante, et par année

(en milliers d'USD)

	<i>Totaux incluant les provisions pour imprévus</i>								
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total
1. Renforcement des institutions rurales et amélioration des infrastructures socioéconomiques									
1.1. Renforcement des capacités des institutions rurales, des entreprises et des ménages	786,3	1 211,1	1 615,5	2 769,0	2 162,4	1 172,9	958,4	622,0	11 297,6
1.2. Amélioration des infrastructures socioéconomiques	26,5	2 321,3	4 561,1	4 942,0	5 040,8	3 634,7	3 707,4	30,7	24 264,5
Sous-total	812,8	3 532,4	6 176,6	7 710,9	7 203,2	4 807,6	4 665,9	652,7	35 562,1
2. Accroissement des avantages économiques pour les petits exploitants et les petits opérateurs dans les filières agricoles sélectionnées									
2.1. Liens pérennes avec les marchés et développement des entreprises	924,6	1 548,9	2 082,7	2 613,7	2 544,8	1 889,2	1 043,4	663,9	13 311,1
2.2. Accès aux services financiers ruraux	465,9	11 483,9	13 402,8	15 149,0	16 792,2	15 285,4	12 229,6	954,1	85 762,8
Sous-total	1 390,5	13 032,8	15 485,4	17 762,6	19 337,0	17 174,6	13 273,0	1 617,9	99 073,9
3. Gestion du projet et participation à l'élaboration des politiques									
3.1. Gestion du projet	1 814,3	1 074,6	1 779,4	1 625,5	1 759,4	1 523,4	1 392,0	1 402,8	12 371,3
3.2. Participation à l'élaboration des politiques	23,6	72,7	35,9	36,6	77,5	38,1	26,9	27,4	338,7
Sous-total	1 837,9	1 147,3	1 815,2	1 662,1	1 836,9	1 561,5	1 418,9	1 430,2	12 710,0
Total	4 041,2	17 712,5	23 477,2	27 135,7	28 377,1	23 543,7	19 357,7	3 700,8	147 346,0

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

31. Le projet sera financé par un prêt du FIDA d'un montant de 52,5 millions d'USD au titre de FIDA11, soit 35,6% du coût total; le déficit de financement de 22,7 millions d'USD (15,4%) pourra éventuellement être financé au titre de FIDA12. Des contributions supplémentaires seront apportées par: le FVC – 25,4 millions d'USD de financement parallèle (17,3%); le Gouvernement ghanéen – 22,5 millions d'USD, contribution constituée principalement de dépenses de personnel (administrations publiques) et d'exonérations de taxes et de droits (15,3%); les institutions financières participantes – 2,4 millions d'USD (1,6%); des institutions du secteur privé – 2,5 millions d'USD (1,7%); les bénéficiaires – 19,3 millions d'USD (13,1%) sous la forme de contributions en espèces et en nature pour l'accès au crédit. Pour chaque dollar provenant du financement du FIDA, la contribution nationale est de 0,62 USD, et la contribution internationale de 0,34 USD. La contribution nationale (contribution des bénéficiaires incluse) représente 31,7% du coût total du projet.

Décaissement

32. Les fonds décaissés par le FIDA seront versés sur un compte désigné ouvert à la Banque centrale du Ghana et libellé en dollar des États-Unis, et seront gérés par l'unité de coordination du projet (UCP) à l'aide du système national. Un compte bancaire opérationnel en devises locales sera également utilisé. Les fonds provenant du compte désigné serviront exclusivement au financement des dépenses autorisées au titre du projet, tel qu'énoncé à l'annexe 2 de l'accord de financement. Des fonds seront transférés à intervalles réguliers du compte désigné au compte opérationnel pour les dépenses pouvant être financées par le FIDA. Deux autres comptes (désigné et opérationnel) seront ouverts pour recevoir les fonds du FVC. Les modalités régissant les flux de fonds seront définies conformément aux procédures de gestion des finances publiques mises en place par le Gouvernement ghanéen. Les méthodes de décaissement seront fondées sur les rapports du projet; les décaissements seront effectués en fonction des rapports financiers intérimaires, comme indiqué dans la lettre à l'Emprunteur. Les autres méthodes de décaissement comprendront des avances, des paiements directs et des remboursements.

Résumé des avantages et analyse économique

33. Les agriculteurs, et notamment les femmes et les jeunes, devraient bénéficier directement du projet. Par ailleurs, les microentreprises et petites et moyennes entreprises et les institutions rurales tireront profit des retombées positives de ses activités. Les bénéficiaires indirects comprendront les institutions locales et les familles des travailleurs directement employés dans le cadre du projet. Les zones cibles bénéficieront de l'essor de l'économie locale qui découlera des activités.
34. Le principal flux d'avantages qui ressort de l'analyse correspond aux revenus et aux profits tirés des activités commerciales dans les filières cibles. On prévoit en outre des avantages non financiers importants: amélioration des accès grâce à des routes de desserte et à des pistes agricoles; accroissement du potentiel productif résultant des travaux d'aménagement des bassins versants réalisés sur les exploitations ou en dehors et de la restauration des ressources naturelles; biens collectifs; augmentation des recettes fiscales; renforcement de la sécurité nutritionnelle.
35. L'analyse économique, qui repose sur les modèles élaborés pour les principaux modes de production appuyés par le projet PROSPER, donne un taux de rentabilité économique (TRE) de 21,4%. L'analyse de sensibilité montre un TRE élevé dans différents scénarios défavorables. Avec une augmentation des coûts comprise entre 10% et 60% associée à une diminution de 10% des avantages, le TRE reste supérieur ou égal au coût d'opportunité du capital (estimé à 12,25%).

Stratégie de sortie et durabilité

36. La stratégie de sortie comprend un retrait logique et graduel de l'appui aux activités à mesure que les liens avec le secteur privé se renforceront. On prévoit une participation étroite du Gouvernement, des bénéficiaires et des institutions partenaires dès le début pour permettre l'appropriation par les parties prenantes locales. La stratégie de sortie pourra être modifiée si les seuils de déclenchement de la phase d'expansion ne sont pas atteints et que le projet est restructuré.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

37. Les principaux risques et les mesures d'atténuation correspondantes sont présentés dans la matrice intégrée des risques du projet (appendice III). L'UCP recevra une formation afin d'être en mesure d'affiner la matrice au cours de l'exécution et d'établir un journal des risques, notamment au moyen des outils de détermination, d'analyse, de prévention, de suivi et de gestion des risques. Elle actualisera régulièrement le journal des risques afin d'éclairer la prise de décisions.

Tableau 4

Synthèse globale des risques

<i>Domaines de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Élevé	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Élevé	Modéré
Portée du projet	Substantiel	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Élevé	Modéré
Gestion financière	Modéré	Faible
Passation des marchés au titre du projet	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Substantiel	Modéré
Risque global	Substantiel	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

38. Les risques environnementaux et sociaux potentiels sont considérés comme **modérés à faibles**. Les principaux risques sont liés aux activités des filières, en particulier la production primaire pluviale et l'ajout de valeur, et aux infrastructures socioéconomiques, notamment les travaux de restauration des ressources naturelles, les routes de desserte et les pistes agricoles. La majeure partie des effets sur l'environnement devraient être de faible ampleur, propres à chaque site et évitables, ou être limités grâce à des plans d'atténuation. Classée dans la **catégorie B**, l'opération nécessite une étude formelle de l'impact environnemental et social. D'autres analyses des dimensions relatives aux conflits, ainsi que des plans de gestion environnementale et sociale propres aux différents sites seront pris en compte de manière systématique tout au long de l'exécution. Un responsable climat et garanties et un spécialiste des questions de genre, d'inclusion sociale et de vulnérabilité seront engagés pour assurer le respect des mesures de protection et la durabilité du projet.

C. Classement au regard des risques climatiques

39. En ce qui concerne l'évaluation des risques liés aux changements climatiques, le risque est considéré comme **élevé** pour le projet. Les communautés cibles sont tributaires de ressources naturelles vulnérables aux aléas climatiques, notamment dans le cas de l'agriculture pluviale et des cultures arbustives. La zone du projet est de plus en plus exposée aux sécheresses et aux crues soudaines, à des périodes sèches inattendues, à des précipitations imprévisibles et à des températures extrêmes. Les émissions de gaz à effet de serre pourraient

s'amplifier en raison de l'augmentation de la production végétale et animale et des activités de transformation, et des répercussions négatives de la variabilité du climat.

D. Soutenabilité de la dette

40. Depuis 2015, la dette du Ghana est considérée comme soutenable selon l'indice annuel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) relatif à l'analyse de la soutenabilité de la dette.
41. Dans son communiqué du 19 juillet 2021, le Conseil d'administration du FMI a indiqué que le Ghana avait été durement touché par la pandémie de COVID-19. Les interventions du Gouvernement ghanéen ont aidé à endiguer la pandémie et ont soutenu l'économie, mais ont débouché sur un déficit budgétaire record. Les perspectives économiques s'améliorent, mais il demeure des risques; la pandémie a eu de graves répercussions sur l'activité économique, et la dette publique a atteint 79% du produit intérieur brut.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

42. Le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture de la République du Ghana, en tant qu'organisme principal du projet PROSPER, hébergera celui-ci. Un comité de pilotage de projet assurera la supervision générale de l'exécution. Une UCP sera responsable de la coordination des activités du projet et des garanties fiduciaires, environnementales et sociales, ainsi que des garanties en matière de changements climatiques, y compris pour les questions de genre et de vulnérabilité. L'UCP sera basée dans la zone du projet et travaillera aux côtés du personnel des administrations publiques concernées. Une équipe spécialisée placée sous la responsabilité de l'UCP sera basée dans l'ARB Apex Bank pour gérer le mécanisme de financement mixte.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

43. L'UCP sera chargée de la gestion financière dans sa globalité. Le système de gestion financière sera conforme aux exigences fiduciaires du FIDA, du Gouvernement ghanéen et des autres parties prenantes. L'UCP supervisera et exécutera l'ensemble des transactions relatives à la passation des marchés, y compris celles financées par le FVC.
44. Les dispositions de la politique anticorruption du Fonds et les procédures de signalement d'irrégularités seront intégrées dans le manuel d'exécution du projet. Le FIDA applique une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques frauduleuses ou des actes de corruption, de collusion ou de coercition commis dans le cadre de projets financés par des prêts ou des dons¹.

Participation et retour d'information du groupe cible du projet

45. La stratégie mise en place dans le cadre du projet pour assurer la transparence et la participation des citoyens comprendra: un accès transparent aux informations et aux rapports; le suivi-évaluation des partenaires d'exécution, des bénéficiaires et des tierces parties; la participation active de la société civile; la création d'un mécanisme de retour d'information des bénéficiaires; un processus de sélection transparent des prestataires de services dans le cadre de la passation des marchés.

¹ Voir la [Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations](#).

Mécanisme de réponse aux doléances

46. Le cadre de gestion environnementale et sociale intégrera la procédure de règlement des plaintes du FIDA en tant que mécanisme de réponse aux doléances. Il sera conforme aux Procédures de protection des lanceurs d'alerte².

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

47. La **planification du projet** sera effectuée conformément aux pratiques en vigueur dans les projets financés par le FIDA au Ghana. Le principal outil de planification sera le plan de travail et budget annuel (PTBA).
48. Le **suivi-évaluation** permettra d'informer les parties prenantes et l'UCP des résultats et de l'efficacité de l'exécution afin d'éclairer ce processus décisionnel. L'équipe du projet suivra une approche axée sur les résultats, en mesurant les progrès accomplis au regard des objectifs du PTBA.
49. Concernant **l'apprentissage, la gestion des connaissances et la communication**, l'équipe du projet établira notamment une stratégie de gestion des connaissances et de communication pour recueillir et diffuser les connaissances acquises sur des questions essentielles durant l'exécution. Elle participera et contribuera aux activités de coopération Sud-Sud et triangulaire menées dans le cadre des activités régionales de l'IGREENFIN, et en tirera profit.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

50. L'une des innovations du projet est l'utilisation du financement climatique à grande échelle pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et ce, pour la toute première fois au Ghana. Ce financement climatique substantiel favorisera la transition d'une approche axée sur la croissance, qui a atteint ses limites, à un développement agricole durable sur les plans financier et environnemental. Les technologies efficaces qui doivent être reproduites à plus grande échelle dans le cadre du projet PROSPER comprennent le système de suivi-évaluation en ligne mis au point à l'occasion du Programme en faveur des petites entreprises rurales, et la diffusion de prévisions météorologiques.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

51. Le bureau de pays du FIDA coordonnera avec l'organisme principal du projet les préparatifs en vue de l'exécution du projet. Les principales activités de préparation et de démarrage comprennent: i) la cartographie et la détermination préalables des communautés cibles; ii) la préparation de partenariats avec des partenaires clés du projet; iii) la consolidation du partenariat déjà en place avec la Banque du Ghana et l'ARB Apex Bank.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

52. Le projet sera directement supervisé par le FIDA. Un examen à mi-parcours sera mené à la fin de la quatrième année. L'examen à l'achèvement du projet sera effectué en temps voulu à partir d'une évaluation indépendante.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

53. Un accord de financement entre la République du Ghana et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié sera mise à disposition avant la séance.
54. La République du Ghana est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.

² Voir le [Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes: amélioration de la transparence, de la gouvernance et de la responsabilité.](#)

55. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

56. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Ghana un prêt à des conditions mixtes d'un montant de trente-cinq millions cent soixante-quinze mille dollars des États-Unis (35 175 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Ghana un prêt à des conditions particulièrement concessionnelles d'un montant de dix-sept millions trois cent vingt-cinq mille dollars des États-Unis (17 325 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Accord de financement négocié

(Le document sera mis à disposition avant la séance.)

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach Total number of persons receiving services promoted or supported by PROSPER	1.b Estimated corresponding total number of households members				Project reports	Semi-annual	PROSPER PCU	Effective stakeholder identification, needs assessment and gender/youth targeting is carried out at the community level
	Household members - Number of people	0	210000	420000				
	1.a Corresponding number of households reached				Project reports	Semi-annual	PROSPER PCU	
	Households - Households	0	35000	70000				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Project reports	Semi-annual	PROSPER PCU	
	Males - Males	0	30000	60000				
	Females - Females	0	20000	40000				
	Young - Young people	0	15000	30000				
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	50000	100000	Ghana Statistical Services/ PROSPER surveys	Mid-term Review and completion	PROSPER PCU	
	PWD receiving services promoted or supported by the project							
	Females - Number	0	1000	2000				
	Males - Number	0	1500	3000				
Young - Number	0	750	1500					
Total number of PwD receiving services - Number of people	0	2500	5000					
Project Goal Contribute to reduced poverty, improved natural resources management and healthy, sustainable and climate resilient rural livelihoods.	HH living below the poverty line in the districts targeted				Ghana Statistical Services/ PROSPER surveys	Baseline, Mid-term Review and completion survey using COI methodology	PROSPER PCU	Political stability. Macroeconomic conditions remain stable or improve. No major political shocks in the region
	Households - Percentage (%)	0		8				
	Households reporting reduction in production losses due to adverse climate events				Ghana Statistical Services/ PROSPER surveys using COI methodology	Baseline, Mid-term Review and completion survey using COI methodology	PROSPER PCU	
	Households - Percentage (%)	0		70				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Development Objective Strengthen the integration, climate resilience and environmental sustainability of smallholders and businesses in priority VCs in the Northern and Middle Ecological Belts taking advantage of the increased demand created by the national agro-processing strategy.	Percentage of target households in the project supported communities reporting an increase in income contributed to by the services provided by the Project				Baseline survey, Project reports	Baseline, Mid-term Review and completion	PROSPER PCU	Political stability. Macroeconomic conditions remain stable or improve. No major political shocks in the region.
	Targeted households - Percentage (%)	0		60				
	2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities				Baseline survey, Project reports	Baseline, Mid-term Review and completion survey using COI methodology	PROSPER PCU	
	Males - Males	0	3338	6675				
	Females - Females	0	2225	4450				
	Young - Young people	0	5000	10000				
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people	0	5563	11125				
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				Baseline survey, Project reports	Baseline, Mid-term Review and completion survey using COI methodology	Mid-term Review and completion	
	Household members - Number of people	0		315000				
	Households (%) - Percentage (%)	0		75				
	Households (number) - Households	0		52500				
	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services				Baseline survey, Project reports	Baseline, Mid-term Review and completion survey using COI methodology	Mid-term Review and completion	
	Household members - Number of people	0		315000				
	Households (%) - Percentage (%)	0		75				
Households (number) - Households	0		52500					
Outcome Outcome 1. Financially and environmentally sustainable	Rural Institutions with improved capacity				Baseline survey using COI	Baseline, Mid-term Review and completion survey	PROSPER PCU	Political stability. Macroeconomic conditions remain stable

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
livelihoods developed and nutrition security enhanced in project areas					methodology, Project reports			or improve. No major political shocks in the region.
	Rural Institutions - Number	0	1687	3375				
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				Baseline survey using COI methodology, Project reports	Baseline, Mid-term Review and completion survey using COI methodology	PROSPER PCU	
	Total number of household members - Number of people	0		252000				
	Households - Percentage (%)	0	30	60				
	Households - Number	0	21000	42000				
	3.2.1 Number of tons of greenhouse gas emissions (CO2) avoided and/or sequestered				Baseline survey using COI methodology, Project reports	Baseline, Mid-term Review and completion survey using COI methodology	PROSPER PCU	
	Hectares of land - Area (ha)	0		39 217				
	tCO2e/20 years - Number	0		-1 945 462				
	tCO2e/ha - Number	0		-49.60				
	tCO2e/ha/year - Number	0		-2.50				
	1.2.9 Households with improved nutrition Knowledge Attitudes and Practices (KAP)				Baseline survey using COI methodology, Project reports	Baseline, Mid-term Review and completion survey using COI methodology	PROSPER PCU	
	Women-headed households - Households	0		672				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Households (number) - Households	0		8400				
	Households (%) - Percentage (%)	0		70				
	Household members - Number of people	0		50400				
	Persons in rural areas accessing public socio-economic infrastructures to build environmental resilience				Baseline survey using COI methodology, Project reports	Baseline, Mid-term Review and completion survey	PROSPER PCU	
	Persons - Percentage (%)	0		40				
	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities				Baseline survey using COI methodology, Project reports	Baseline, Mid-term Review and completion survey using COI methodology	PROSPER PCU	
	Households reporting improved physical access to markets - Percentage (%)	0		10				
Output Output 1.1 Strengthening of rural institutions and enterprises	Rural Institutions and MSMEs trained				M&E Data/ Component reports	Annually	PROSPER PCU	Political stability. Macroeconomic conditions remain stable or improve. No major political shocks in the region.
	Rural Institutions - Number	0	2250	4500				
	MSMEs - Number	0	400	800				
Output Output 1.2 Climate proofing smallholder production technologies	Climate smart demonstrations installed				M&E Data/ Component reports	Annually	PROSPER PCU	Political stability. Macroeconomic conditions remain stable or improve. No major political shocks in the region.
	Demonstrations - Number	0	100	320				
	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks				M&E Data/ Component reports	Annually	PROSPER PCU	
	Total size of groups - Number of people	0	50000	100000				
	Groups supported - Groups	0	2560	5300				
	Males - Males	0	30000	60000				
Females - Females	0	20000	40000					

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Young - Young people	0	15000	30000	M&E Data/ Component reports	Annually	PROSPER PCU	
	3.1.2 Persons provided with climate information services							
	Males - Males	0	9000	18000				
	Females - Females	0	6000	12000				
	Young - Young people	0	4500	9000				
	Persons provided with climate information services - Number of people	0	15000	30000				
	Output Output 1.3 Promotion of nutrition-sensitive farming and healthy-diets	1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition						
Total persons participating - Number of people		0	15000	72000				
Males - Males		0	7500	36000				
Females - Females		0	7500	36000				
Households - Households		0	2500	12000				
Young - Young people		0	7500	7500				
1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services				M&E Data/ Component reports	Annually	PROSPER PCU		
Males - Males		0	30000				60000	
Females - Females		0	20000				40000	
Young - Young people		0	15000				30000	
Persons in rural areas trained in FL and/or use of FProd and Services (total) - Number of people		0	50000				100000	
Output Output 1.4 Development of socioeconomic infrastructures	Clusters benefitting from infrastructures for enhancing environmental management and climate resilience (off-farm/watershed and communal social infrastructures)				M&E Data/ Component reports	Annually	PROSPER PCU	Political stability. Macroeconomic conditions remain stable

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outcome Outcome 2. Smallholders and small businesses are empowered to take advantage of the increasing market demand for agricultural produce	Clusters - Number	0	60	320	M&E Data/ Component reports	Annually	PROSPER PCU	or improve. No major political shocks in the region.
	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded							
	Length of roads - Km	0	90	90				
	2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities				Baseline survey using COI methodology, Project reports	Baseline survey using COI methodology, Project reports	PROSPER PCU	Political stability. Macroeconomic conditions remain stable or improve. No major political shocks in the region.
	Number of POs - Organizations	0	1013	2025				
	1.2.4 Households reporting an increase in production				Baseline survey using COI methodology, Project reports	Baseline, Mid-term Review and completion survey using COI methodology	PROSPER PCU	
	Total number of household members - Number of people	0	175000	350000				
	Households - Percentage (%)	0	25	50				
	Households - Households	0	25000	50000				
	1.2.5 Households reporting using rural financial services				Baseline survey using COI methodology, Project reports	Baseline, Mid-term Review and completion survey using COI methodology	PROSPER PCU	
Total number of household members - Number of people	0	175000	350000					
Households - Percentage (%)	0	25	50					
Households - Households	0	25000	50000					
Output Output 2.1 Creation of sustainable marketing linkages and business development	2.1.3 Rural producers' organizations supported				M&E Data/ Component reports	Annually	PROSPER PCU	Political stability. Macroeconomic conditions remain stable or improve. No major political shocks in the region.
	Total size of POs - Organizations	0	45000	90000				
	Rural POs supported - Organizations	0	2250	4500				
	Males - Males	0	27000	54000				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Females - Females	0	18000	36000				
	Young - Young people	0	13500	27000				
Output Output 2.2 Access to rural financial services	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services				M&E Data/ Component reports	Annually	PROSPER PCU	Political stability. Macroeconomic conditions remain stable or improve. No major political shocks in the region.
	Women in rural areas accessing financial services - savings - Females	0	12000	12000				
	Young people in rural areas accessing financial services - savings - Young people	0	9000	9000				
	Men in rural areas accessing financial services - savings - Males	0	18000	18000				
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Males	0	7200	14400				
	Women in rural areas accessing financial services - credit - Females	0	4800	9600				
	Young people in rural areas accessing financial services - credit - Young people	0	3600	7200				
	Total persons accessing financial services - savings - Number of people	0	30000	30000				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people	0	12000	24000				
Outcome Outcome 3. Development of an enabling policy environment that will help achieve the project's goals and objectives	Policy 3 Number of existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment				Baseline survey using COI methodology, Project reports	Baseline survey using COI methodology, Project reports	PROSPER PCU	Political stability. Macroeconomic conditions remain stable or improve. No major political shocks in the region.
	Number	0	0	2				
Output Output 3.1 Financial policies to enhance smallholders' access to financial services and formalize MSMEs	Policy 1 Number of policy-relevant knowledge products completed				M&E Data/ Component reports	Annually	PROSPER PCU	Political stability. Macroeconomic conditions remain stable or improve. No major political shocks in the region.
	Knowledge Products - Number	0	5	10				

Integrated Project Risk Matrix

Country Context	High	Substantial
Political Commitment	High	Substantial
Risk: <p>A change of Government and Ministers in the relevant Ministries during the project cycle may result in implementation delays, lack of interest from a new elected Government, or even civil unrest. While the overall system is stable and in the past democratic elections have seen peaceful transitions, the change in Government or priorities could lead to issues. This is magnified in the significant risks related to counterpart funding, corruption perception index and quality of public administration.</p>	High	Substantial
Mitigations: <p>PROSPER will maintain a regular engagement with relevant Government officials to address issues on project management (communication, information sharing, reporting) throughout the entire project cycle. Political environment will be continuously monitored, and appropriate measures will be developed in case the need to deal with political changes arises, including re-alignment of project with Government agenda.</p>		
Governance	Substantial	Moderate
Risk: <p>The risk that the country exhibits governance failures that may undermine project implementation and achievement of project development objectives. Another risk is project level governance failure. Despite the fact that Ghana has a well-established democracy and institutions and Ghana Audit Services is a capable institution and annual budgets are discussed by the Parliament, these risks are judged to be substantial. For example risks related to corruption perception index and quality of public administration are substantial.</p>	Substantial	Moderate
Mitigations: <p>Supervisions missions and other implementation support / follow up measures will be conducted minimum twice a year. Missions and follow up efforts will include FM and procurement specialists. The ICO will ensure that audits are conducted on time. External and internal audit findings will be assessed and followed up proactively with the project, implementing ministry and borrower representative.</p>		
Macroeconomic	High	Substantial
Risk:	High	Substantial

<p>Macroeconomic and global difficulties such as inflation, fuel and energy challenges, local and foreign market failures, fiscal and monetary policies affecting access to finance, government inability to provide counterpart funding, inadequate imports of hybrid seeds and fertilizers can represent a risk to PROSPER implementation. Major currency fluctuations would affect prices, demand and availability imported inputs and export markets.</p>		
<p>Mitigations:</p> <p>Following actions are expected to lead to addressing the above risks:</p> <p>(i) Strengthening community institutions and developing their internal capital and physical assets to develop resilience to external shocks.</p> <p>(ii) Obtaining high level government support from the early stages of project design; thus increasing potential of GoG support in case of adverse macroeconomic conditions and reducing probability of constraining inputs or any other necessary elements on PROSPER's beneficiaries.</p> <p>(iii) PROSPER will develop market linkages and strengthen RIs access to financial services to facilitate their access credit from financial institutions. This will contribute to building the beneficiaries resilience to shocks.</p> <p>(iv) Government contribution will be mostly in the form of in-kind contribution; thus reducing any potential impact of non-ability of the Government to provide cash contributions.</p> <p>(v) IFAD operational policy regarding re-structuring will be applied in case of evolving macro-economic situation that would require revisiting costs.</p>		
<p>Fragility and Security</p>	<p>Substanti al</p>	<p>Moderate</p>
<p>Risk:</p> <p>The ongoing COVID-19 pandemic might result in mid-to-longer term economic difficulties or even civil unrest. Some of the response measures adopted by governments in the peak of each wave to prevent transmission of the disease, such as movement and gathering restrictions, may impact employment, rural-urban movements and have some economic impact. The duration and strength of COVID in Ghana is still uncertain.</p> <p>Development of vaccines and new medical protocols are contributing to reducing these risks. Despite the conflict and socio-political turmoil in a handful of neighbouring countries, (i.e. Burkina Faso, Niger, Nigeria), Ghana's global environment remains relatively calm. Nevertheless, the risk of welcoming influxes of unexpected climate and conflict related internally displaced people should not be discarded.</p>	<p>Substanti al</p>	<p>Moderate</p>

<p>Mitigations:</p> <p>IFAD is actively participating in COVID-19 response dialogues, both at the UN Country Team level and in implementing its emergency operation (ESRF) with the government, to prevent and support mitigating negative impacts of the outbreak on the population (cash transfer, support Government programs). ESRF is working closely with other DPs and the Government to support measures that would help cope with post COVID realities, such as e-platforms for extension and marketing.</p> <p>PROSPER will continue working with the GoG and monitor these growing threats at the outskirts of its frontiers, throughout implementation. Systematic reporting on the handling of security and conflict issues will enable IFAD and PROSPER to anticipate accordingly. During project implementation, special attention will be given to such issues so the project can adequately monitor this potential exogenous risk that could hinder IFAD and PROSPER efforts, should it occur.</p>		
Sector Strategies and Policies	Substantial	Moderate
Policy alignment	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>While national policies and strategies are generally in line with IFAD policies, some weakness in sector strategies and policies still exist, especially on subsidies and short-term focused political programmes over long-term agriculture development. This is namely related to blanket subsidies or unfavourable exports/imports policies, especially on agro-inputs. This could increase difficulty to deliver project expected outcomes.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>These risks are managed through a continuous policy dialogue engagement and development partners coordination during the entire project cycle.</p>		
Policy Development and Implementation	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The development and implementation of agricultural sector policies could provide a challenging environment in some of PROSPER's critical areas e.g. matching grants, access by PROSPER's target group to inclusive finance, enterprise development and climate finance.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>From the onset, promoting inclusive policy dialogue, integrating perspectives of different stakeholders since design, proper</p>		

<p>coordination between different stakeholders, and building institutional capacities, are elements that will contribute to the desired support for the sector, leading to PROSPER's success. From the second year of implementation, PROSPER will support the preparation of policy-relevant knowledge products based on project evidence.</p> <p>PROSPER's policy dialogue sub-component will address key policy areas that are relevant to the Project's objectives and implementation such as green agriculture, climate change, inclusive finance, etc.</p> <p>Ghana ICO will continue to participate actively in the ASWG and the private sector platform, contribute to advocate for supportive policy formulation, and will liaise with Development Partners to develop position papers aiming for increasingly effective policies in the agriculture sector during the entire project cycle.</p>		
Environment and Climate Context	High	Moderate
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>Possible environmental and climate shocks or extreme events (e.g. earthquakes, land erosion, siltation) would have significant adverse risks and/or impacts on food and nutrition security, agricultural productivity, access to markets, value-chains and infrastructure and local development perspectives. While the above mentioned natural environmental risks are not posing major threats (with the exception of occasional earthquakes), illegal mining is leading to noticeable water pollution and environmental degradation. Deforestation is another environmental risk. Climate related risks such as floods, droughts, unusual climate conditions are more probable. The potential incidence of pests and diseases would result in increased vulnerability or deterioration of the target populations' livelihoods and ecosystems.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>Where these exist, special measures will be taken to adequately protect project's interventions throughout the project cycle. The project has developed an ESMF / ESMP which will contribute to address any unintended project impact, as well as externalities. PROSPER's aims at improving NR management and addressing climate risks. This will help address some of the above mentioned potential risks. With regard to climate related risks, the project will promote climate insurance. Project interventions will not lead to any tree clearing but on the contrary it will promote afforestation and forests preservation through promotion of alternative livelihoods.</p>		
Project vulnerability to climate change impacts	High	Moderate

<p>Risk:</p> <p>Unreliable and erratic rainfall, floods, long dry spells and destruction of infrastructure and productive assets due to extreme weather conditions could delay/ affect project implementation. Climate change could impact production negatively, thus affecting PROSPER's beneficiaries and reducing the potential of achieving PROSPER's objectives. Project's environmental and social category is B and the climate risk assessment is moderate to high.</p>	High	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>PROSPER's design is focused on improving NRM and introducing intensive climate adaptation and mitigation measures to support PROSPER's beneficiaries. This will be achieved through a range of Project's interventions such as capacity building on climate resilient agricultural practices (details and expected timeframe are referenced in the PDR); promotion of technically feasible and financially affordable soil and water management practices with farmers; facilitation of provision of weather information for decision making to farmers; provision of crop insurance to farmers. Lastly, the MG scheme and the BFF loan facility will support a wide spectrum of adaptation and mitigation measures.</p> <p>Additionally, foreseen socioeconomic infrastructures and other agriculture activities financed under PROSPER (small sections of feeder roads 7-9.5 km long) linking two villages, and/or agricultural land, which are mostly community owned, are expected to be small, low risks, mostly site specific and easily manageable.</p> <p>Consistent with IFAD Safeguards standards/policies the initial project environmental, social and climate screening, and PROSPER being a category B operation, an environment and social management framework (ESMF) has been prepared to help mitigate the Project induced impacts and external shocks in an adequate manner. The preparation was done adopting a consultative and inclusive approach. Moreover, a Gender, Social Inclusion and Vulnerability Specialist as well as Safeguards and Climate Specialist will be part of the PCU to ensure timely project compliance on safeguards, social inclusion and climate change. The GCF unit in the ARB-APEX bank will include safeguards, climate, Social Inclusion, and Vulnerability Specialists as well.</p> <p>A crucial part of PROSPER's intervention aims at helping beneficiaries in targeted areas to cope with climate change impacts to achieve improved and more sustainable livelihoods while participating in selected VCs schemes.</p>		

Project Scope	Substantial	Moderate
Project Relevance	Moderate	Low
Risk: PROSPER becomes less relevant if it is not aligned with IFAD and government priorities.	Moderate	Low
Mitigations: The objectives and interventions of the project are fully aligned with national development policies and IFAD priorities and are deemed responsive to the needs and challenges of the target groups. Project relevance and the needs of the target group will continue to be confirmed further during project start-up, baseline surveys, and supervision and follow up missions. Corrective measures/adjustments such as restructuring will be taken if appropriate (even during early stages of implementation), to ensure project relevance is maintained. The M&E system will play an important role for continuous flow of information within the project and with key stakeholders, for early detection of potential difficulties.		
Technical Soundness	High	Moderate
Risk: Complexities; such as - time consuming VC surveys and situation assessments at the beginning of the project may delay project implementation - MoUs for implementation are not signed on time or project implementation does not progress according to plan - cofinancing from the Government does not materialize - FIs remains risk averse and delay implementation of the BFF - limited agribusiness expertise in the implementing agency results in priority to production (supply) aspects and supply driven implementation - the lack of participation of agribusinesses, particularly of those which are new to the concept of partnering with community institutions, might cause delay in market linkage development; and - capacity of the extension services	High	Moderate
Mitigations: PROSPER will mitigate these risks by building on prior IFAD projects experiences from the onset and through actions like: i) building on the experiences of successful VC and microenterprise development projects such as a GASIP and REP, as well as coordination with AAFORD, especially on financial linkages to formal financial institutions and micro-insurance services; ii)		

<p>prioritizing the presence of agribusiness and commercial agriculture expertise in the team from the start (REP and GASIP, which are about to be completed, have experienced staff in the areas of commercial VC and microenterprise development); iii) drawing upon agribusinesses which already proven to partner successfully with other projects such as GASIP, other non-IFAD projects and scale up their outreach to the PROSPER target group, as well as by developing marketing linkages through government supported initiatives such as 1D1F and PERD; (iv) capacity building of AEAs and provision of TA to backstop BRCs during implementation; (v) phasing approach is developed to allow addressing any potential issues with implementation arrangements; (vi) Government funding is mostly in form of in-kind contribution; (vii) Key project staff ToRs include follow up on meeting the triggers and follow up / timely recording of Government in-kind contribution; (viii) Institutional support will be provided to Government services including AEAs. .</p>		
<p>Institutional Capacity for Implementation and Sustainability</p>	<p>High</p>	<p>Moderate</p>
<p>Implementation Arrangements</p>	<p>High</p>	<p>Moderate</p>
<p>Risk:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Management unit located far away from project communities - Overburdened project management unit due to limited staff - Delays in replacement/recruitment of key staff and limited field presence might result in management constraints - Complex implementation arrangements that have several parties - Presence of several partners and service providers might result in complex implementation arrangements - MoUs delayed with Project Partners; such as APEX-Bank, BRCs, GIRSA, etc 	<p>High</p>	<p>Moderate</p>
<p>Mitigations:</p> <p>(i) The PCU will be located centrally in the Project areas, close to the beneficiaries</p> <p>(ii) Implementation will be phased thus allowing the Project team to build their capacity and experience</p> <p>(iii) Phased implementation will allow taking corrective measures at an early stage through restructuring and / or any other corrective measures</p> <p>(iv) Introducing clarity on the roles of different parties of the implementation structure as well as roles of different partners, thus reducing complexity</p> <p>(v) Ensuring strong support by the implementing ministry through project implementation to allow filling any gaps and addressing any staffing constraints</p> <p>(vi) Once implementation commences, PROSPER will recruit TA to support implementation.</p>		
<p>Risk:</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>

<p>Non-effective Market Linkages for Project Beneficiaries: Risk: - The risk that PROSPER’s efforts to create marketing linkages for RIs and MSMEs does not succeed due to lack of interest by agribusinesses - Failure of smallholders producers to meet market requirements with regard to quantity and quality</p>		
<p>Mitigations:</p> <p>Since the beginning of the project activities will focus on building capacity of RIs and MSMEs not only on climate risks and NR degradation but also with regard to FAB and improved production and financial literacy. It will also strengthen the extension teams to ensure state of the art knowledge is accessible to the beneficiaries. The RIs and MSMEs will also have access to financial services such as VSLAs, matching grants and BFF. This will help farmers to continue credit worthy and credible partners to agribusinesses under formal market linkages arrangements.</p> <p>Consciousness efforts will be made to link farmers’ groups and MSMEs to VC actors. In addition to incentives such as increased opportunities for expanding their businesses, incentives such as access to know how and concessional BFF loans is expected to encourage agribusinesses to have strong links to the target groups.</p>		
<p>Risk:</p> <p>Poor farmers Performance due to Climate Impacts Risks High climate high risks would lead to sub-optimal production and failure of the smallholders to meet their commitments to the partnering agribusinesses and financial institutions.</p>	High	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>Since start-up, the project will raise smallholders' awareness on climate risks and how to climate proof their farming operations. Under component 2, farmers will be supported to develop green and climate resilient business plans to access MGs and the BFF facility. The project will make arrangements to link the farmers to GIRSAL (agricultural risk mechanism) and GAIP (agricultural climate insurance) to mitigate any loss due to climate risks or any other shocks.</p>		
<p>Risk:</p> <p>PFI are Risk Averse and not Willing to lend to PROSPER’s Target Group Risks: PFI consider PROPSER’s target group high risk and does not agree to engage in business relationship with most of them.</p>	Substantial	Moderate

<p>Mitigations:</p> <p>Since its start-up, the project will build the organisational capacity of the beneficiaries groups and take them through a gradual graduation approach, starting with financial literacy, saving mobilisation, matching grant support for the poorest groups, and access to low interest rate BFF. These actions, coupled with intensive efforts to create market linkages, introduce Ag risk mechanism and climate insurance as well as building the capacity to the PFIs through training and developing products suitable for PROSPER's target group, are expected to address possible risks for the PFIs.</p>		
<p>Risk:</p> <ul style="list-style-type: none"> - The risk that the investments under the MG fund and BFF does not comply with green financing requirements - The risk that project implementation does not focus sufficiently on nutrition activities 	High	Moderate
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> - IGREENFIN Operational Manual for green investments will be included in PROSPER PIM. - Project staff ToRs will include specific focus on ensuring green investments and compliance with the IGREENFIN Operational Manual - Project design include significant focus on nutrition including farmers training, specific MG category for nutrition - Specific TA for nutrition is included in the design - Partnerships with line Government departments to support implementation of nutrition activities 		
Monitoring and Evaluation Arrangements	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>Weak M&E processes and systems could lead to inadequate Project's capacity to deal with complexity, monitor, validate, analyse and communicate results, capture lessons, and adjust implementation to seize opportunities and take corrective actions in a timely manner.</p> <p>Risk of inadequate flow of information from the districts, APEX Bank to the PCU.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>M&E risks are mitigated by a clear structure from the onset, by leveraging existing M&E expertise within host agency, and by maintaining a participative-collaborative approach for the definition of specific tools with main stakeholders.</p> <p>The project will have a dedicated M&E team, who will derive the M&E plan collaboratively with the line ministry, district staff and</p>		

<p>with relevant stakeholders, farmers organisations and agribusinesses. M&E focal points at regional, district levels and in APEX Bank will be established.</p> <p>The key responsibilities of the M&E system will rely on the M&E Unit at the PCU, composed of an M&E manager and M&E officers. All other implementation agencies at regional level will play important roles in collecting and analysing data to assess outcomes and impact of project activities. The M&E unit will set up a monitoring-evaluation manual and a computerized monitoring-evaluation data system to provide periodic, GIS based system, complete and reliable data. Several M&E tools and guidelines will be incorporated in the M&E system along with the Core Outcome Indicators (COI) Survey, which would allow for effective monitoring of the project situation at baseline, mid-term and completion.</p> <p>PROSPER's M&E system aims for continuous information flow among relevant stakeholders and will allow the development of corrective measures as soon as issues are identified, from the beginning of implementation. PROSPER also feeds from other IFAD operations' experiences, lessons, knowledge and products (REP, GASIP, AAFORD), including what regards to project evaluation and monitoring.</p> <p>The institutional arrangement for implementation will ensure that PROSPER's M&E is fully integrated into the MoFA planning, M&E, and policy formulation processes, which turns the PROSPER's M&E system into an important element of project's sustainability and exit strategy.</p>		
Project Financial Management	Moderate	Low
Project Organization and Staffing	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>The implementing entity has excess number of qualified and experienced financial management staff thereby increasing cost significantly.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>The entity has three chartered Accountants and one finalist. All have experience in managing IFAD project. Two junior Accounts Assistants will be engaged to replace two senior accountants on completion of GASIP. PROSPER will make complete and appropriate staffing a condition precedent to disbursement and throughout project cycle</p>		
Project Budgeting	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>1) IFAD disbursement cap may result in funds not being available when needed</p> <p>2) Disbursement cap Information may not be readily available at</p>	Substantial	Moderate

the time of AWPB preparation 3) The use of GIFMIS implies that the AWPB is integrated in the national budget, which could cause delays in budget approval		
Mitigations: 1) Project must obtain disbursement cap before completion of AWPB. 2) Project must liaise with FMD and PMD through the Country Director 3) The PMU will work toward an early submission of the AWPB. Any setback caused by the use of national systems will be discussed and mitigated by negotiating with government authorities.		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Substantial	Moderate
Risk: Delays in justifying prior advances, particularly, MoFA Directorates of District Agriculture due to the use of the revolving fund mechanism	Substantial	Moderate
Mitigations: Programme Accountants and Technical Specialists shall constantly remind implementing partners to justify advances at least once a month. Restriction rule of minimum 80% of advances justified before the release of any new advance shall be applied. The amount of the advances should be kept low. .		
Project Internal Controls	Moderate	Low
Risk: 1) Internal control systems will not allow for an effective control system to be put in place. 2) Low capacity and performance of government and private implementing partners	Moderate	Low
Mitigations: 1) The arrangement proposed for staffing will guarantee proper segregation of duties. The Internal Auditors of the lead implementing agency shall conduct ex-post review of PROSPER at least twice a year, and each expenditure will be validated by the internal audit system of GIFMIS 2) Contractual arrangements and reporting templates and guidelines for project finances shall be spelt out in MOUs/MOAs with implementing partners and service providers. Quarterly reports shall be required of implementing partners to feed into the Project IFRs.		
Project Accounting and Financial Reporting	Substantial	Moderate

<p>Risk:</p> <p>1) Lack of experience in using the national accounting platform – GIFMIS resulting in late submission and poor quality of the financial reports</p> <p>2) Difficulties to meet the reporting requirement of all co-financiers</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>1) Sensitization and migration is planned for the staff to use in the current programme before PROSPER start-up to enhance experience before implementation of the new project</p> <p>2) Careful definition of reporting requirement per financier at project start-up phase</p>		
Project External Audit	Low	Low
<p>Risk:</p> <p>No major risk is identified for external audit given the good track record of the GAS in auditing IFAD financed projects</p>	Low	Low
<p>Mitigations:</p> <p>,</p>		
Project Procurement	Substantial	Moderate
Legal and Regulatory Framework	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The procurement regulations are out of tune with the Amended PPA Act 914 of 2016 which can make the interpretation of the law difficult.</p> <p>Procurement monitoring received a “D” rating from PEFA, due to the incomplete nature of the procurement information published by the Public Procurement Authority (PPA). Specifically, the information from the PPA database is provisional for FY2016 and FY2017, has not updated regularly and had not been independently verified by PPA or the Auditor General.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>IFAD prior review thresholds will take into account the CPI score for Ghana. Additionally, all procurement entities, as well as bidders, suppliers, contractors, consultants and service providers, shall observe the highest standard of ethics during the procurement and execution of contracts financed under IFAD funded Projects, in accordance with paragraph 69 of the Procurement Guidelines. The Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations shall apply to all projects, vendors and third parties, in addition to the relevant national anticorruption and fraud laws.</p>		

<p>The Procuring Entity should establish a review panel at the level of the implementing agency, which will provide the first level of review for procurement complaints before eventually submitting them to the PPA.</p> <p>All NCB documents should have a Notice of Intention to Award provision/template and should be used.</p> <p>Use of standard bidding documents, use of procurement plan, and clear procurement arrangements from the onset.</p>		
<p>Accountability and Transparency</p>	<p>High</p>	<p>Substantial</p>
<p>Risk:</p> <p>Transparency International assigned a corruption perception index (CPI) score of 43/100 to Ghana, thus falling within the “medium” bracket.</p> <p>There is only a single level system to handle procurement complaints. In fact, although an appeals authority (ACB) exists at national level, it is not independent and there is no appeals review panel at the level of the implementing agency.</p> <p>The absence of Notice of Intention to Award and standstill period in Bidding documents/Request for Proposals do not enable bidders know when a contract is to be awarded so they should decide whether to complain or not.</p> <p>No debarment system. PPA's list of debarred suppliers refers to the World Bank debarred list.</p> <p>Ghana's Commission of Human Rights and Administrative Justice (CHRAJ) is an independent anti-corruption agency.</p> <p>Ghana has a one level system to handle complaints. PPA is responsible for the administrative review process and inaugurates a 7-member Appeals and Complaints Panel that reports back to PPA.</p> <p>No debarment system. PPA's list of debarred suppliers refers to the World Bank debarred list.</p> <p>Ghana's Commission of Human Rights and Administrative Justice (CHRAJ) is independent anti-corruption agency</p>	<p>High</p>	<p>Substantial</p>
<p>Mitigations:</p> <p>IFAD prior review thresholds will take into account the CPI score for Ghana. Additionally, all procurement entities, as well as bidders, suppliers, contractors, consultants and service providers, shall observe the highest standard of ethics during the procurement and execution of contracts financed under IFAD funded Projects, in accordance with paragraph 69 of the Procurement Guidelines. The Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations shall apply to all projects, vendors and third parties, in addition to the relevant national anticorruption and fraud laws.</p> <p>The Procuring Entity should establish a review panel at the level of the implementing agency, which will provide the first level of</p>		

<p>review for procurement complaints before eventually submitting them to the PPA.</p> <p>All NCB documents should have a Notice of Intention to Award provision/template and should be used.</p> <p>Use of standard bidding documents, use of procurement plan, and clear procurement arrangements from the onset.</p>		
Capability in Public Procurement	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>The current implementation arrangement provides that the PCU of PROSPER will be embedded within the existing structures of the GASIP. GASIP has a Procurement Unit with 1 staff member, which could result in procurement delays and hamper project implementation.</p> <p>There is room for improving the quality of the bidding document. Procurement staff have full access to the PPA website. Procurement and financial management functions are separated.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>Strengthen the procurement unit through the recruitment of an additional procurement staff (Procurement Officer) and training in IFAD procurement guidelines during the first year of implementation. S/He will be monitored to ensure adherence to IFAD procurement procedures and processes while at the same time serves as a back up to the PROSPER Procurement Manager. GASIP's staff member has about 13 years general procurement experience, and 8 years specific donor-funded procurement experience.</p>		
Public Procurement Processes	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>-The PPA stipulates 2 - 6 weeks of Bidding for NCB contracts. There is the likelihood that Bidders may not have sufficient time to submit competent bids which could result in either adverse selection of retendering with attendant delays to project implementation.</p> <p>-The NCB document for works procurement and the Bidding document does not include a template for Environmental, Social, Health and Safety (ESHS) Performance Security. There is the risk that ESHS procedures may not be followed during implementation, which could cause delays if the rights of individuals are violated.</p> <p>-Procurement plans are not updated regularly. This could make procurement process monitoring difficult.</p> <p>-Contract registers at MoFA and GASIP are not updated regularly.</p> <p>The country procurement methods for goods, works and services</p>	Substantial	Moderate

are consistent and congruent with IFAD's Access by foreign firms to bidding documents is not known.		
Mitigations: -PROSPER will ensure that the Procurement Plan includes the minimum bidding period, suitable for the different procurement methods, from the onset. -The Works Procurement methods should be strengthened to include a template in the Bidding documents for Environmental, Social, Health and Safety Performance Security so as to ensure compliance of Contractors' C-ESMP plans during construction. -PROSPER will ensure that all procurement plans and contracts register are updated regularly throughout project implementation in the required format and submitted regularly to IFAD.		
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Low
Biodiversity Conservation	Moderate	Low
Risk: The risk that the project may cause significant threats to or the loss of biodiversity, availability of diversified nutritious food, ecosystems and ecosystem services, territories of the indigenous peoples, or the unsustainable use/production of living natural resources. These risks are limited, as the project will promote use of best farming practices as well as promote agricultural intensification.	Moderate	Low
Mitigations: SECAP procedures will be applied, which will lead to working closely with the Environmental Protection Agency (EPA) of Ghana to address any adverse impacts, throughout the entire project cycle. An ESMF is developed as part of the project design. All the above risks are assessed as not significant. All necessary measures are incorporated in the design to address unintended limited impacts as well as externalities. No deforestation or agriculture in forested areas. Use of chemicals will be monitored and necessary measures will be applied to address any potential impacts.		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Low
Risk: The risk that the project may cause significant pollution to air, water, and land, and inefficient use of finite resources that may threaten people, ecosystem services and the environment at the local, regional, and global levels.	Moderate	Low
Mitigations: SECAP procedures will be applied, thus reducing any such likelihood. Arrangements and monitoring to ensure construction		

works, agriculture or any other project interventions will not lead to harm to the environment or the communities.		
Cultural Heritage		No risk envisaged - not applicable
That the project will be implemented in areas of cultural heritage or lead to harming any such assets.		
Indigenous People		No risk envisaged - not applicable
There are no Indigenous Peoples in Ghana as per the UN definition; therefore, no such risk is envisioned particularly in project interventions areas.		
Labour and Working Conditions	Substantial	Moderate
Risk: Though PROSPER interventions are foreseen to be small in scale and mostly localized, the size of agriculture plots are very limited, therefore, during ploughing and/or harvesting, and/or construction of community infrastructure there is a likelihood to use labour forces during a short period of time.	Substantial	Moderate
Mitigations: Provision is made in the ESMF to adequately cope with the likelihood of engaging labour forces or the presence of labour influx in the project intervention areas. During supervision and follow up missions, close follow up will be made to ensure appropriate use of labour.		
Risk: Child labour is forcefully prohibited in Ghana, however there is likelihood that this could happen. However, in case of presence of children in tree crops production practices, resulting in Child labour, practical measure will be taken to immediately mitigate such a behaviour.	Substantial	Moderate
Mitigations: Strict adherence to government policies to prevent child labour. Facility for reporting any violation followed by prompt investigation of any reported case. The ESMF is prepared to address child labour issues.		
Community Health and Safety	Moderate	Low
Risk:	Moderate	Low

<p>During project implementation, although most activities will be done using manual tractions, it is likely the tools and other material used could harm or threaten the safety and security of farmers, and/or workers or even visitors. Furthermore, the risk that the project may cause moderate to low adverse impacts on the physical, mental, nutritional or social health/safety status of an individual, group, or population, including as a result of gender based violence is also very unlikely and thus, significantly unexpected.</p>		
<p>Mitigations:</p> <p>The project will be nutrition sensitive, will ensure gender and youth mainstreaming, as described in PDR. The project interventions are designed to improve income, livelihoods, and nutrition status of the target groups. It is not envisioned that there will be significant environmental, social, or physical impacts and SECAP provisions, especially ESMF recommendations, will be applied from the onset to ensure that any such impacts are addressed as part of project interventions.</p>		
Physical and Economic Resettlement	Low	Low
<p>Risk:</p> <p>The risk that the project may cause significant adverse physical, social, cultural, or economic impacts (especially for marginalized groups), from land acquisition, and involuntary loss of land, assets, and restriction to access to assets, income sources, or means of livelihoods is limited simply because (i) all agriculture lands will occur on community owned lands; (ii) feeder/truck roads connecting two villages and/or agricultural fields are very short (7-9.50 Km of length); (iii) construction of socioeconomic community infrastructure will occur on communally owned pieces of land.</p>	Low	Low
<p>Mitigations:</p> <p>The project is not envisioned to pose such risk. SECAP policies, and specifically ESMF recommendations will be applied to ensure that any such impacts are addressed as part of the project interventions.</p>		
Greenhouse Gas Emissions	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>Ecological damage might occur through mono-cropping, deforestation, and/or the processing/transformation of some VC crops, etc. in the process of promoting tree crop production.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p>		

Strict adherence to government environmental and natural resources management policies, throughout project cycle. The programme will focus on rehabilitation of existing planting areas, plantations in denuded land and intercropping with staple crops and planting in farmland instead of fresh plantations, unless properly evaluated.		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Low
Risk: As indicated above, the rural smallholder population in the target areas (Northern and Middle belts), typically engaged in rainfed agriculture, is subject to various impacts of climate and ecosystem variability (dry spells, delayed/short rainfall, droughts, floods, pests and locusts invasion, etc.) which affects their productivity, livelihoods, and infrastructure.	Moderate	Low
Mitigations: Project interventions are designed with the goal of building resilience of target groups to climate change impacts and effects, as well as reducing greenhouse gases emissions in project's value chains. Intensive trainings and capacity buildings with regard to climate risks, adaptation and mitigation. The BPs will integrate climate adaptation and mitigation measures. A key element to deal with climate variability and help mitigating this type of risk is the climate-related financing, including providing access to agricultural insurance schemes. GAIP, the GoG's entity in charge of crop insurance, is among AAFORD partners which will be linked to PROSPER's interventions from the onset, as previously indicated.		
Stakeholders	Substantial	Moderate
Stakeholder Engagement/Coordination	Substantial	Moderate
Risk: - Failure to create linkages with other IFAD projects offering complementary services - Inadequate stakeholder engagement/coordination - Gaps in roles definition - Inadequate/insufficient information disclosure - Misunderstandings or duplication/inconsistencies between partners working in the same target area might dilute project effectiveness - Smallholders' lack of access to financial resources beyond project's one time start-up support might cause lack of continuity of marketing linkages between smallholders and agribusinesses	Substantial	Moderate
Mitigations:		

<p>PROSPER will be implemented in a consultative, participatory and inclusive manner. PROSPER will therefore mitigate these risks through the following key actions:</p> <p>i) Strong linkages with AAFORD, GASIP and REP from the earliest stages of implementation. PROSPER will be building on the on-going IFAD projects to complement its activities where possible: working with AAFORD to provide affordable credit supply to target households; building on REP achievements such as use of BRCs for creating market linkages, business planning, capacity building of groups and micro enterprises, leveraging on the demand by 1D1F; and with GASIP for linkages to agribusiness partners.</p> <p>ii) PROSPER is building on ongoing and future interventions by other donors such as the World Bank, AfDB, Canada. Continuous coordination and interactions with all DPs supported programs (since start-up) will be ensured. The project implementation arrangements contain strong coordination mechanisms such as Project Steering Committees and use of existing experienced PCU. Preparation of AWPB will be done in a participatory manner, etc. Strong coordination will take place both and central level and in the field.</p> <p>iii) The project design addresses key gaps such as value chains weaknesses, NR degradation, lack of access to financial resources, etc.</p> <p>iv) The project design include sound M&E, KM and communication arrangements which will contribute to information gathering and dissemination; thus leading to better information sharing and coordination.</p> <p>v) As project cycle advances, development of bankable BPs that receive continuous financial support through affordable bank loans will allow target households to gradually increase acreage and profitability over successive agricultural seasons and sustain their agribusiness linkages.</p>		
Stakeholder Grievances	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>As stated in the PDR and above, all participating land sites will be communally owned, small in size and free of any claim. Nevertheless, land tenure issues can de-incentivise participation of farmers -including youth and women- in PROSPER. Moreover, agriculture, construction of community activities may result in harming some people who might rightfully seek ways of claiming their rights.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>The ESMF includes a participatory Grievance Redress Mechanism (GRM) that enables project beneficiaries and/or affected persons to freely and easily lodge their claims and seek</p>		

<p>for a peaceful reparation, throughout project implementation. On the land acquisition issues, throughout implementation PROSPER will further engage with GOG's departments responsible for land tenure policy to promote solutions to securing land access on longer-term basis or ownership transfer to those who want to farm.</p>		
---	--	--